

Honduras, chronique du « Porfiriato » « Les féminicides sont un crime d'Etat »

lundi 13 décembre 2010, par [RIVERA Gilda](#) (Date de rédaction antérieure : 3 décembre 2010).

Au Honduras, le régime « constitutionnel » de Porfirio Lobo continue la répression contre les organisations populaires. C'est dans ce contexte difficile que ces organisations, regroupées au sein du FNRP, résistent à ce gouvernement « post-golpiste », totalement illégitime.

Nous publions ci-dessous des extraits d'un entretien avec Gilda Rivera (coordinatrice du Centre des droits des femmes), à l'occasion de la journée internationale de l'ONU sur la violence contre les femmes (version intégrale : www.rebellion.org). (hpr).

Mario Casasús (MC) : que penses-tu de la commémoration de la journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes par le ministère public du Honduras ?

Gilda Rivera (GR) : le Ministère public se conduit de manière totalement irresponsable sur cette problématique du « féminicide », c'est-à-dire le meurtre de femmes pour des questions de genre. Il se borne à poser des affiches avec les portraits de ses fonctionnaires (la procureure pour les femmes). Mais à quoi cela sert-il avec des institutions en faillite, complices d'un coup d'Etat contre l'ordre constitutionnel, des institutions au service de l'oligarchie qui bafoue notre démocratie et les droits des femmes ? La violence contre les femmes est liée à l'effondrement de l'Etat : les féminicides sont un crime d'Etat, dont les fonctionnaires du régime sont responsables. Peu leur importe ces assassinats, assez de politiciens et de fonctionnaires irresponsables !

MC : en fait, le Ministère public - plutôt que de châtier les coupables - se préoccupe davantage de falsifier les données à l'intention des sommets internationaux, afin d'obtenir la réintégration du Honduras à l'Organisation des Etats américains (OEA)...

GR : je crois qu'ils ne se bornent pas à falsifier les données. Ils sont incapables de donner le chiffre exact des féminicides. Le régime de Lobo affirme impulser des actions, avoir augmenté le budget, créer des unités d'enquête, mais quels sont les résultats ? Combien d'assassins de femmes purgent-ils une peine ? Ils vivent en toute impunité.

MC : l'année passée, Karla Lara me disait que 70 % des effectifs de la Résistance sont des femmes, mais le FNRP a hésité lors de la convocation du 25 novembre : pourquoi commémorer un jour exclusivement à la non-violence contre les femmes ?

GR : nous ne pouvons pas construire une démocratie véritable si les femmes subissent la violence. Nous vivons cette violence dans nos foyers, notre chambre, nos communautés, les organisations politiques, sociales et syndicales auxquelles nous participons. Les camarades du FNRP doivent

comprendre qu'il n'est pas possible de construire un Etat ou un projet véritablement démocratique sans assumer le thème de la violence contre les femmes et sans accepter l'existence de relations de pouvoir inégales entre hommes et femmes. (...) Depuis les années 1980, lorsque nous défendions les droits des femmes, les hommes nous disaient : « Nous résoudrons ce problème quand nous serons au pouvoir ». Même atténuée, existe toujours chez eux cette vision selon laquelle les luttes et les revendications des femmes doivent faire partie d'un autre moment historique de la lutte sociale. Le jour de la non-violence contre les femmes est un motif suffisant pour convoquer une manifestation.

MC : Pourquoi le CDM est-il la seule organisation féministe au sein de la Plateforme des droits humains au Honduras ?

GR : [...] Nous considérons qu'il est important de donner à la Plateforme des droits humains le regard des féministes : l'impact de la répression et de la violence d'Etat est très différent sur le corps d'une femme que sur le corps d'un homme. Nous le voyons très clairement dans une situation de conflit : les deux subissent la répression, mais les hommes ne sont ni violés ni agressés sexuellement ; par contre, les corps des femmes sont considérés comme un butin de guerre des forces armées.

Propos recueillis par Mario Casasús

Defensores en linea/Rebelion

* *Porfiriato* : désignant la dictature de Porfirio Diaz, au Mexique (1876-1911), le terme est approprié, vu l'homonymie entre l'actuel président hondurien et son lointain homologue mexicain

Répression dans la vallée du Bajo Aguan

Le 15 novembre 2010, un groupe paramilitaire à la solde du latifundiste Miguel Facussé (l'un des principaux soutiens au coup d'Etat contre le président Manuel Zelaya) a assassiné cinq paysans du Bajo Aguan. Dénoncée depuis deux ans, la présence de paramilitaires colombiens « démobilisés » parmi les sbires de Facussé est aujourd'hui prouvée.

Le 23 mars, les forces armées ont pris d'assaut les locaux de l'Institut national agraire (INA) pour la région du Bajo Aguan. Une opération en lien direct avec le conflit entre les paysans et précisément Miguel Facussé, qui se prétend propriétaire de vastes surfaces dans cette région. -hprLa résistance populaire sur les autoroutes de l'information

Les sites suivants (en espagnol) permettent de suivre l'actualité hondurienne :

Rebelion

www.rebelion.org

Lista informativa Nicaragua y mas, Noticias desde Nicaragua y sus alrededores

<http://nicaraguaymasespanol.blogspot.com/>

Aporrea (Venezuela)

www.aporrea.org

Minca informativa de movimientos sociales

<http://www.movimientos.org/honduras.php>

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n°179 (03/12/2010), p. 8.